

Mitteilungen / Communications

Forschungsbeiträge der Schweizerischen Stiftung für Kardiologie

Die Schweizerische Stiftung für Kardiologie gewährt finanzielle Unterstützung für Forschungsprojekte auf dem Gebiet der *Herz- und Gefäßkrankheiten*. Gesuche um Forschungsbeiträge sind bis 30. April 1992 (Poststempel) in sechs Exemplaren an die nachstehende Adresse zu richten, wo auch die Gesuchsformulare bezogen werden können: Schweizerische Stiftung für Kardiologie, Postfach 176, CH-3000 Bern 15

Contributions pour la recherche de la Fondation suisse de cardiologie

La Fondation suisse de cardiologie assure un soutien financier à des projets de recherche dans le domaine des *maladies cardio-vasculaires*. Les demandes de subsides doivent être adressées, en six exemplaires, jusqu'au 30 avril 1992 (date du cachet postal) à l'adresse ci-dessous, où l'on peut aussi se procurer les formules nécessaires: Fondation suisse de cardiologie, Case postale 176, CH-3000 Berne 15

Le temps d'agir: Congrès sur la santé des adolescents

3-6 juillet 1991, Montreux, Suisse

Organisé par l'*Association internationale pour la santé des adolescents* (IAAH) en collaboration avec le Centre international de l'enfance et l'Organisation Mondiale de la Santé.

L'enjeu majeur que représente la santé des adolescents et des jeunes est d'importance mondiale. Trois cent cinquante participants d'une cinquantaine de pays se sont réunis quatre jours pour confronter leurs expériences, leurs recherches, leurs stratégies d'action... Sexualité, alimentation, drogues, violence, suicides, sport, handicaps, problèmes sociaux ont été les thèmes d'exposés et de discussions auxquels des leaders jeunes ont constamment participé. Il ressort de ce congrès que même si les adolescents, pour la plupart d'entre eux, sont en bonne santé et parviennent à s'adapter à la société dans laquelle ils vivent, une minorité, grandissante cumule les risques et les *comportements à risque*: conduite en état d'ébriété, usage de drogue, relations sexuelles non protégées, etc.

De plus, alors que les adolescents vivent un moment particulièrement sensible de leur développement, tant du point de vue physique que psychologique et social, les adultes – et surtout *les professionnels qui sont en contact avec eux* – n'ont pas toutes les connaissances et compétences qui leur permettrait d'assumer pleinement leur rôle.

Ainsi, la «couverture santé» des adolescents est de moins bonne qualité que celles des enfants et des adultes; trop souvent ils ne bénéficient pas de l'approche globale qui leur est essentielle si l'on considère la santé non pas comme la simple absence de maladie mais bien comme le dit l'OMS, un «bien-être physique, affectif relationnel et social auquel chaque homme a droit». Aider les jeunes à conquérir leur autonomie suppose donc une *formation* à une écoute attentive de leurs discours, projets, refus, souffrances...

Il importe, au-delà des réponses individuelles que peuvent apporter les professionnels de la santé et du secteur social, de réfléchir à la prévention en amont de ces difficultés. Une réflexion sur la prévention doit en particulier, porter sur les «*conduites d'essai et de risque*»: tentatives de suicide, consommation de substances dangereuses etc. De tels comportements doivent être considérés comme des symptômes d'une souffrance plus que comme les signes d'un danger spécifique. Plusieurs orateurs ont rappelé qu'il y a dès l'enfance une éducation apportant un cadre, un espace d'expression des sentiments constitue une prévention efficace des conduites à risque,

l'adolescence représente une période féconde durant laquelle des interventions préventives bien structurées peuvent amener des changements positifs et durables dans les habitudes de vie.

A travers les quelque 200 communications faites au cours du Congrès, il est apparu que *beaucoup d'expériences de prévention se fondent actuellement sur la participation des jeunes eux-mêmes*, à la fois comme source d'information et comme relais de prévention vers leurs pairs. Les techniques préventives ne se fondent pas sur la peur. Elles intègrent les valeurs prévalentes dans le discours des adolescents comme, par exemple, les valeurs ludiques et utopiques.

Les adolescents ont souligné, dans un journal rédigé par eux-mêmes à l'issue de la réunion, qu'il n'existe pas de réponse simple à beaucoup de leurs problèmes qui sont aussi des problèmes de société: il importe de réfléchir à la place à faire dans nos structures aux jeunes, à leurs idées, à leurs projets, car après tout, ces jeunes représentent notre avenir.

Brigitte Diaz, Paris

Fondation suisse de recherche sur l'alcool

La Fondation encourage la recherche scientifique dans tous les domaines où se posent des questions relatives à l'alcool. Des petits projets innovateurs qui, en plus de leur valeur scientifique, ont une portée pratique pour la santé publique, seront financés prioritairement. La Fondation désire en outre encourager désormais la recherche portant sur l'évaluation (recherche clinique). Elle octroie:

1. Des subsides à des chercheurs pour la réalisation d'enquêtes scientifiques.

Les documents suivants sont requis:

- Curriculum vitae (liste des publications, tirés-à-part des 3 principaux travaux)
- Programme de recherche
- Budget

Pour la présentation de la demande, veuillez vous conformer aux indications du Fonds national.

2. Des subsides pour des séminaires scientifiques, en particulier de coordination.

Les documents suivants sont requis:

- Objectifs du séminaire
- Programme détaillé
- Budget

3. Des subsides à des diplômés des universités pour leur formation post-graduée ou continue.

Les documents suivants sont requis:

- Curriculum vitae des postulants (copies du diplôme et certificats d'études ainsi que la liste des publications)
- Recommandations écrites de deux parrains qui doivent appartenir à des disciplines ou institutions différentes
- Description du programme de formation continue prévu
- Confirmation par la direction de l'institution où le postulant à l'intention de travailler

4. Des subsides pour des publications.

Les documents suivants sont requis:

- Manuscrits prêts à l'impression
- Curriculum vitae du/des auteur(s)
- Budget de l'éditeur

Tous les documents doivent être adressés, en trois exemplaires, au président de la Fondation suisse de recherche sur l'alcool, le Professeur H. U. Fisch, Psychiatrische Universitäts-poliklinik, Murtenstrasse 21, 3010 Bern.

Des informations complémentaires peuvent y être obtenues sur les buts et les tâches de la Fondation, par écrit ou par téléphone (tél. 031/648811, téléfax 031/251331).

Délai de soumission: 1er avril 1992

Fächerübergreifendes, berufsbegleitendes Nachdiplomstudium für höhere Kader im Gesundheitswesen in der Schweiz

Erstmals in der Schweiz beginnt im Frühsommer 1992 an der Universität Bern ein Nachdiplomstudium für höhere Kader aus dem Gesundheitswesen. Der Ausbildungsgang füllt eine wichtige Lücke und stösst bereits jetzt auf grosses Interesse.

Die Initiative dazu ging vom Seminar für öffentliches Recht der Universität Bern und der Vereinigung Schweizerischer Krankenhäuser (VESKA) aus, die Planung erfolgte unter massgeblicher Beteiligung der Koordinationsstelle für Weiterbildung der Universität Bern und mit Unterstützung durch Behörden, Kostenträger, Industrie und weitere Verbände. Das Studium wird an der Universität Bern in engem Kontakt mit Organisationen des Gesundheitswesens aufgebaut und ist als berufsbegleitendes, aus Bausteinen zusammengesetztes und in Blöcken von normalerweise 3 Tagen durchgeführtes Curriculum konzipiert. Ermöglicht wurde der Aufbau wesentlich durch finanzielle Mittel, die der Bund und der Kanton Bern im Rahmen der sogenannten Weiterbildungsoffensive für derartige Projekte zur Verfügung stellen.

Weil die institutionalisierte Weiterbildung an der Universität Bern ein Novum darstellt und mit diesem Studium auch ein Modell für andere Projekte erarbeitet werden soll, wurde eine schrittweise Entwicklung gewählt. Bereits im vergangenen Juni fand ein kombinierter Kursblock zur Vorstellung und Erprobung einiger Ausschnitte aus Kursbausteinen und des (problemorientierten) didaktischen Ansatzes statt. Mitte September fanden sich praktisch alle Teilnehmer/-innen dieses Kursblocks noch einmal zu einem Seminartag zusammen, um die Inhalte und die äussere Strukturierung des ganzen Curriculums zu erörtern; und vor dem Start des ersten zweijährigen Studiums werden im Februar, März und April des nächsten Jahres noch einmal zwei Bausteine zur Erprobung im Massstab 1:1 durchgeführt. Mit diesem schrittweisen Aufbau und der dadurch möglichen Auswertung und Berücksichtigung von Erfahrungen der Beteiligten für die Gestaltung des Gesamtstudiums soll vor allem auch sichergestellt werden, dass das Studium von allem Anfang an auf die praktischen Bedürfnisse der Teilnehmer und Teilnehmerinnen zugeschnitten werden kann.

Aufnahme in die Kurse finden maximal 25 Teilnehmer/-innen, wobei auf eine möglichst vielfältige Zusammensetzung der vertretenen Berufe und Funktionen des Gesundheitswesens geachtet wird; die Auswahlkriterien legt ein Reglement fest. Die ersten Erfahrungen zeigen, dass gerade diese fächer- und funktionenübergreifende Zusammensetzung von der Teilnehmer-schaft als wesentliche Bereicherung erlebt wird. Trotz Verzichts auf jegliche Werbung haben inzwischen fast 150 Interessentinnen und Interessenten für die Anmeldeunterlagen angefordert. Vertreten sind dabei alle Bereiche des Gesundheitswesens, von den Medizinalpersonen sowie den Pflegedienst- und Spitalverwaltungsleitungen über die Spitex-Dienste, Kostenträger, Industrie und Ausbildung im Gesundheitswesen bis hin zur staatlichen Gesundheits- und Fürsorgeverwaltung und den Verbänden des Gesundheitswesens. Unter den in den ersten Tagen der Anmeldefrist (Ende der Anmeldefrist: 15. Januar 1992) bereits eingegangenen Anmeldungen ebenso wie im Kursblock, der im Sommer 1991 durchgeführt wurde, sind der Frauen- und der Männeranteil ungefähr gleich gross.

Das Studium entspricht offenbar, wie auch systematische Bedarfsabklärungen gezeigt haben, einem breiten Bedürfnis. Die Erklärung dafür liegt auf der Hand. Die Leitungsaufgaben im Gesundheitswesen werden heute immer anspruchsvoller. Die

Überalterung der Bevölkerung etwa oder auch die technisch-zivilisatorische Entwicklung rufen immer neue Krankheitsbilder hervor. Zudem werden die Leistungen der Krankheitsversorgung und -vorsorge und der Gesundheitsförderung immer umfangreicher und aufwendiger, unter anderem weil die Ärztedichte zunimmt, immer neue medizinisch-technische Errungenschaften hinzukommen und der Stellenwert vor allem der körperlichen Gesundheit im Bewusstsein der Bevölkerung immer noch steigt. Da das Gesundheitswesen heute zu einem speziellen Wirtschaftszweig geworden ist, in welchem aber der wirtschaftliche Wettbewerb praktisch ausgeschaltet ist, führt dies auch zu Kostensteigerungen und Problemen, die durch die Spezialisierung und Professionalisierung der darin tätigen Berufe bedingt sind. Schliesslich stellen sich in der Krankheitsversorgung und auch in der Krankheitsprävention und Gesundheitsförderung zum Teil schwierigste ethische Fragen. Diese Situation insgesamt erschwert die Leitung von Organisationen des Gesundheitswesens mehr und mehr. Unter solchen Umständen wachsen der Druck und die Bereitschaft zu einer gezielten Weiterbildung für Leitungsaufgaben in diesem Sektor.

Das vorhandene Weiterbildungsangebot ist zwar recht vielfältig. Aber es besteht innerhalb des Gesundheitswesens weitgehend aus fachspezifischen Weiterbildungsmöglichkeiten, wie etwa denjenigen für Ärzte und Ärztinnen, für das Pflegepersonal oder die Spitalverwaltungsleitung. Auch an Weiterbildungsseminaren und -kursen zur Einführung in allgemein einsetzbare Management-Techniken, beispielsweise für die Personalentwicklung oder Mitarbeiterführung, besteht ein beachtliches Angebot, das freilich in erster Linie als Vorbereitung auf die Teilnahme am geplanten neuen Studium dienen könnte.

Was bislang fehlt, ist eine umfassende und vertiefende Weiterbildung der höheren Kader im Gesundheitswesen, die gerade zu jenem fächer- und funktionenübergreifenden Denken und Handeln befähigt, welches im Praxisalltag nötig ist, und die auf die gesundheitspolitischen Mitgestaltungsaufgaben vorbereitet, die sich die Verantwortlichen in höheren Leitungspositionen des Gesundheitswesens letztlich auch stellen.

Diese Lücke soll das Nachdiplomstudium füllen. Es ist als berufsbegleitendes Ergänzungsstudium konzipiert, das die Universität Bern mit eigenen sowie mit Dozenten aus anderen Universitäten und aus der Praxis anbietet wird. Das Nachdiplomstudium bildet einen ersten Schritt auf dem Weg, in der deutschsprachigen Schweiz qualifizierte Weiterbildungsangebote für den ganzen Bereich des „Public Health“, d.h. der Verantwortung für die öffentliche Gesundheit, zu schaffen. Das Studienangebot richtet sich an Personen mit unterschiedlichen Fachausbildungen, die sich über Berufserfahrung im Gesundheitswesen (inkl. darin tätige staatliche Verwaltung, Kostenträger, Ausbildung, Industrie, Berufsorganisationen usw.) sowie Führungspraxis ausweisen können und eine Position im höheren Kader innehaben oder als nächstes anstreben. Für den Zugang ist grundsätzlich ein Hochschulabschluss vorausgesetzt, doch bestimmte qualifizierte nichtakademische Weiterbildungs-Abschlüsse können ebenfalls genügen.

Die Lernziele des Studiums sind weit gefasst. Die Teilnehmer und Teilnehmerinnen sollen nicht nur lernen, die komplexen Gesamtzusammenhänge und Entwicklungstendenzen im Gesundheitswesen zu erkennen und selbständig weiterzuverfolgen, sondern auch, zur Lösung von Management-Problemen in ihrer Berufspraxis wissenschaftliche Erkenntnisse aus allen relevanten Fächern zu verwenden, sich spezifischer wissenschaftlicher Methoden zu bedienen und ganzheitliche Strategien zu entwickeln, zur Motivation von Mitarbeitern und für den erfolgreichen Umgang mit Kadern anderer Organisationen notwendige Fähigkeiten und Haltungen zu entwickeln sowie, nicht zuletzt, ihre persönliche Möglichkeiten für eine erfolgreiche Karrierestrategie richtig einzuschätzen und einzusetzen.

Inhaltlich schliesst das Studium eine ganze Reihe von leitungsrelevanten Problemkreisen ein. Dazu gehören die Gesundheit als Aufgabe und die Leistungen zu deren Erfüllung, die volkswirtschaftlichen Zusammenhänge des Erbringens von Gesundheitsleistungen, die Funktionsbedingungen für das Erbringen von Gesundheitsleistungen durch Organisationen, die Evaluation

und Entscheidungsfindung sowie die Kommunikation im Gesundheitswesen. Das Studium besteht zum einen aus Kursveranstaltungen zu spezifischen Problemen innerhalb dieses Rahmens (z. B. Gesundheitsversorgung und -vorsorge, Gesundheitsförderung, Epidemiologie, gesundheitsökonomische Grundlagen, Effizienzprobleme, Probleme der Verteilungsgerechtigkeit, Organisationsentwicklung, Führung und Mitarbeiterentwicklung, Rechtshandhabung, Qualitätssicherung und Technology Assessment, ethische Fragen der Klinik und der Gesundheitsvorsorge, Gesprächs- und Verhandlungsführung, Ausseninformation und Informatik im Gesundheitswesen usw. Hinzu kommen Projektarbeiten der Teilnehmerinnen und Teilnehmer in ihrem eigenen Arbeitsbereich. Nicht nur im Studium als Ganzem, sondern auch in den einzelnen Bausteinen sollen dabei nach Möglichkeit alle

einschlägigen Fächer integriert werden; dazu gehören namentlich medizinische, gesundheitswissenschaftliche, ökonomische, soziologische, politologische, rechtliche, ethische usw. Aspekte. Insgesamt ist das Nachdiplomstudium entwicklungsfähig ausgelegt und soll auch später auf die jeweiligen Bedürfnisse und Verhältnisse zugeschnitten werden. Damit hofft die Universität Bern fruchtbare Impulse für das Gesundheitswesen zu geben und einen Beitrag zur Lösung seiner drängenden Probleme zu leisten.

Kontaktadresse für weitere Informationen ist die Projektleitung: Dr. Christoph Andreas Zenger, Seminar für öffentliches Recht, Weiterbildungsprojekt Gesundheitswesen, Aarberggasse 30, Postfach 8955, 3001 Bern (031/65 38 93).